Au Burundi, un vrai faux changement cautionné par la communauté internationale

Le Monde,Â 29 dÃ©cembre 2020 Le nouveau prÃ©sident Evariste Ndayishimiye veut faire revenir le pays dans le jeu diplomatique, mais, en interne, la situation politique demeure crispÃ©e. Faut-il y voir le signe dâ€™une timide ouverture au BurundiÂ ? Jeudi 24Â dÃ©cembre, aprÃ¨s quatre cent trente jours de dÃ©tention, quatre journalistes de lâ€™hebdomadaireÂ Iw lâ€™un des rares mÃ©dias indÃ©pendants encore opÃ©rationnels au Burundi, ont Ã©tÃ© libÃ©rÃ©s. Evariste Ndayishimiye, le lâ€™Etat, Ã©lu en mai et en fonction depuis juin, leur a accordÃ© la grÃ¢ce prÃ©sidentielle.

Entre le Burundi de Pierre Nkurunziza, mort le 8Â juin aprÃ¨s quinze ans de pouvoir autocratique et rÃ©pressif, et celui de son successeur et dauphin Evariste Ndayishimiye, la diffÃ©rence est tantÃ´t nette, tantÃ´t floue. Au temps du premier, le pays se rÃ©sumait Ã des tensions diplomatiques tous azimuts. Dans le dÃ©ni de tout ce qui portait atteinte Ã lâ€™image du rÃ©gime, le prÃ©sident est allÃ© jusquâ€™Ã nier lâ€™existence du Covid-19, dont beaucoup estiment quâ€™il a finalement Ã son dÃ©cÃ¨s. Sous Evariste Ndayishimiye, le Burundi semble vouloir normaliser ses relations avec le monde. Il nâ€™est plus Ã couteaux tirÃ©s avec le Rwanda, autrefois son ennemi public numÃ©ro un. Lâ€™Union europÃ©enne nâ€™est plus prÃ©sentÃ commeÂ Â«Â ce club dâ€™impÃ©rialistes qui cherche par tous les moyens Ã maintenir sa domination sur les BurundaisÂ Â», r fredonnÃ© par le rÃ©gime durant les cinq annÃ©es de crise politique dÃ©clenchÃ©e enÂ 2015 quand Pierre Nkurunziza avait imposÃ© par la violence sa candidature pour un troisiÃ¨me quinquennat. Lâ€™Ã¨re de la realpolitik Cette nouvelle posture sÃ©duit manifestement les puissances occidentales qui, le 4Â dÃ©cembre, ont dÃ©cidÃ© de retirer le Burundi de lâ€™agenda Conseil de sÃ©curitÃ© des Nations unies. Lâ€™institution onusienne a fait valoir dans un rapportÂ Â«Â une amÃ©lioration de la situation sÃ©curitaire au BurundiÂ Â». Elle a estimÃ© Ã©galement que Â«Â les Ã©lections globalement pacifiques ont marquÃ© nouvelle phaseÂ Â» mais a tout de mÃªme exhortÃ© le pays Ã affronter Â«Â des dÃ©fis persistants sur des questions telles qu la rÃ©conciliation nationale, lâ€™Ã©tat de droit et la prÃ©servation de lâ€™espace dÃ©mocratiqueÂ Â». En rÃ©alitÃ©, le clim interne est encore loin de se dÃ©crisper. Une partie des opposants vit toujours en exil et des rapports continuent dâ€™alerter sur la situation des droits humains. La Ligue Iteka, la plus vieille organisation burundaise de dÃ©fense des droits humains â€“ officiellement suspendue depuis 2017 par le gouvernement â€“ documente semaine aprÃ¨s semaine les disparitions, violences et intimidations perpÃ©trÃ©es notamment par des milices liÃ©es au rÃ©gime. Pour certains observateurs, la communautÃ© internationale se contente ainsi de cautionner un vrai faux changement.Â Â«Â Câ€™est lâ€™Ã¨re de la realpoliti retrait du Burundi de lâ€™agenda du Conseil de sÃ©curitÃ© le traduit bien parce que, sur terrain, les violations des droits humains se poursuiventÂ Â», juge Thierry Vircoulon, coordinateur de lâ€™Observatoire pour lâ€™Afrique centrale et australe de lâ€™Institut franÃ§ais des relations internationales (IFRI). Pour le chercheur, cette rÃ©alitÃ© est difficilement acceptable pour lâ€™opposition burundaise.Â Â«Â Depuis son boycott des Ã©lections enÂ 2010, elle se trompe sur sa lecture de la politique internationale. EnÂ 2010 par exemple, elle croyait que lâ€™annulation du scrutin allait Ãªtre demandÃ©e. De mÃªme pour la cris de 2015, elle avait trop dâ€™attentes vis-Ã -vis de la communautÃ© internationale qui, aujourdâ€™hui, joue la carte du plus fort dÃ©crypte-t-il. Une analyse que partage une source diplomatique Ã BujumburaÂ :Â Â«Â Lâ€™Union europÃ©enne a tentÃ© la des droits de lâ€™homme avec 2015. Ã‡a nâ€™a pas marchÃ©. Le seul rÃ©sultat est quâ€™elle a presque perdu le contrÃ´le avec la rÃ©sistance du rÃ©gime. Maintenant il faut changer de stratÃ©gie,Â explique-t-elle froidement, ajoutant quâ€™il sâ€™a pour lâ€™Europe de tenir devant la montÃ©e en puissance de la Chine et de la Russie en Afrique, deux gÃ©ants qui font peu d cas des droits humains.Â Le principal baromÃ¨tre que regardent aujourdâ€™hui les puissances occidentales est la capacitÃ© dâ€™un Etat Ã stabiliser le pays. Ceci, le CNDD-FDDÂ [Conseil national pour la dÃ©fense de la dÃ©mocratie-Forces pour la dÃ©fense de la dÃ©mocratie, le parti au pouvoir]Â lâ€™a rÃ©ussi.Â Â» Â«Â Excellent prÃ©sageÂ Â» Toutefois, le bÃ©nÃ©fic stabilitÃ© vantÃ© par le rÃ©gime reste Ã relativiser, dans un pays qui figure toujours parmi les plus pauvres de la planÃ¨te.Â Â«Â La paix permettra de nouveau aux vrais problÃ¨mes du Burundi dâ€™Ã©mergerÂ : la pauvretÃ©, lâ€™emploi, r notre source.Â Or le chef de lâ€™Etat sâ€™est entourÃ© dâ€™hommes dont lâ€™expertise Ã rÃ©soudre ce genre de dÃ©fis qui ont juste brillÃ© dans la rÃ©pression des manifestants. Avec son ambition de relever une Ã©conomie dÃ©jÃ dans le gouffre les hauts gradÃ©s qui forment le premier cercle du rÃ©gime risquent de se sentir inutiles. Leur terrain de compÃ©tence est un contexte dâ€™instabilitÃ©.Â Â» Des dissensions ne sont pas Ã exclure Ã lâ€™avenir entre les partisans de lâ€™ouverture et dâ€™une ligne dure. Une menace qui pourrait expliquer pourquoi Evariste Ndayishimiye semble se chercher des soutiens et construire son rÃ©seau en menant des discussions informelles avec des diplomates. Des nÃ©gociations de haut niveau entre lâ€™Union europÃ©enne et le pouvoir de Gitega â€“ la nouvelle capitale politique â€“ seraient dÃ©jÃ en cours sur la repr coopÃ©ration aprÃ¨s les sanctions Ã©conomiques prises enÂ 2016. La libÃ©ration des journalistes dâ€™IwacuÂ peut ainsi Ãªtr interprÃ©tÃ©e comme un geste de bonne volontÃ© de la part du prÃ©sident. Dans la foulÃ©e de lâ€™annonce, Claude Bochu, ambassadeur de lâ€™Union europÃ©enne au Burundi, nâ€™a pas cachÃ© sa satisfactionÂ : Â«Â Soulagement et excellent prÃ pour la nouvelle annÃ©eÂ !Â Â», a-t-il vite rÃ©agi dans un tweet flanquÃ© du dÃ©cret prÃ©sidentiel annonÃ§ant cette remise e libertÃ©. Armel-Gibert Bukeyeneza (Nairobi, correspondance)

Â

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});